

# International Union of Operating Engineers (IUOE)



## **CONSULTATIONS PRÉBUDGÉTAIRES DE 2018**

Mémoire préparé pour le  
Comité permanent des finances



## Résumé

L'International Union of Operating Engineers (IUOE) est heureux de transmettre ses recommandations au Comité permanent des finances de la Chambre des communes.

Dans le budget de 2017, le gouvernement du Canada a pris l'engagement ferme d'investir dans la formation axée sur les compétences dans les métiers et de munir les Canadiens des compétences dont ils ont besoin pour trouver un bon emploi. Il s'agit d'une première étape admirable, mais, nous croyons qu'on peut et devrait faire plus.

Une façon de réaliser davantage cet engagement est de soutenir les centres de formation mis sur pied par les syndicats. Pour bâtir la classe moyenne et les infrastructures du Canada, on a besoin de beaucoup plus d'investissement en vue de former des gens de métier hautement spécialisés. Compte tenu d'une pénurie imminente de main-d'œuvre qualifiée, on ne peut pas attendre cet investissement.

Dans le cadre du budget de 2018, l'IUOE demande au gouvernement fédéral de faire les choses suivantes :

- 1. Améliorer le financement de la formation et des stages en triplant les fonds actuels pour les programmes canadiens de prêts et bourses pour les apprentis et en réduisant les obstacles systémiques au fonds de formation offert par l'intermédiaire de l'assurance-emploi (AE).**
- 2. Fournir une aide financière fédérale aux immigrants et aux réfugiés qui désirent suivre une formation ou faire un stage dans un métier.**
- 3. Réduire les formalités administratives et les restrictions réglementaires et permettre aux centres de formation d'assurer un contrôle financier accru relativement au financement gouvernemental qu'ils reçoivent.**

## Contexte de l'IUOE

L'IUOE est un syndicat progressiste et diversifié qui représente des travailleurs de maintes catégories professionnelles. Depuis 1896, nos membres ont aidé à bâtir les infrastructures, à produire les ressources et à fournir les soins de santé et services communautaires essentiels au pays.

Nous comptons plus de 50 000 membres partout au Canada et des représentants dans chaque province et territoire. Environ 85 % de nos membres travaillent dans l'industrie de la construction. Nous conduisons des grues distributrices à tour et des grues mobiles, utilisons de la machinerie lourde comme des bouteurs et des excavatrices et travaillons comme mécaniciens et arpenteurs sur les chantiers de construction. Nous travaillons pour des entrepreneurs de génie civil lourd et des entrepreneurs industriels et des entreprises de construction commerciales. Nous sommes les premiers à arriver sur le chantier de construction et les derniers à le quitter. Nos membres construisent et façonnent la silhouette des villes canadiennes; nous sommes les spécialistes qui construisent notamment les routes, les écoles, les hôpitaux, les pipelines, les raffineries de pétrole et les centrales électrosolaires et éoliennes.

Nous nous réjouissons des dépenses actuelles en infrastructure du gouvernement et croyons que nous sommes un partenaire clé pour atteindre cet objectif. Le Canada ne peut pas bâtir des infrastructures sans nous, mais nous avons besoin de son aide pour nous assurer d'avoir un effectif hautement spécialisé en vue de bâtir ses infrastructures.



## Centres de formation de l'IUOE

L'IUOE possède huit centres de formation de pointe qui conçoivent et offrent une formation de grutier et de conducteur d'équipement lourd et un large éventail de cours de sécurité des chantiers. Nos écoles et nos programmes sont offerts à *tous* les Canadiens (syndiqués ou non) qui désirent suivre une formation en vue de faire une carrière dans l'industrie de la construction. Nos huit centres de formation représentent un investissement de l'argent de nos membres de plus de 50 millions de dollars en immeubles, en installations et en équipement et de près de 10 millions de dollars en dépenses annuelles relatives aux salaires et aux avantages sociaux du personnel de formation.

Nous travaillons avec des employés, nos partenaires de l'industrie, d'autres syndicats de métiers du bâtiment et tous les ordres de gouvernement pour élaborer et offrir nos programmes. Nos diplômés ont d'excellentes perspectives d'emploi et les compétences qui répondent aux besoins de l'industrie de la construction. Nos écoles sont toutes approuvées par des organismes provinciaux (p. ex. le ministère de la Formation et des Collèges et Universités en Ontario). Tous nos programmes respectent les normes provinciales, et nombre d'entre eux les dépassent.

Une partie de la réussite de nos centres de formation est attribuable à leur utilisation de technologies de pointe et de la formation pratique. Nos étudiants apprennent en utilisant l'équipement qu'ils conduiront dans l'avenir; nos diplômés affirment souvent que la formation a dépassé leurs attentes pour ce qui est d'une éducation postsecondaire.

## Pénurie imminente de main-d'œuvre qualifiée

L'industrie de la construction a connu une croissance plus rapide que celle de l'économie en général. Le PIB du Canada a augmenté en moyenne de 2,4 % dans toutes les industries au cours des quatre dernières années; l'industrie de la construction a crû de 3,2 %, ce qui représente une partie de plus en plus importante de l'économie canadienne. Le secteur de la construction représente de 9 % à 14 % du PIB total du Canada et compte pour environ 242 milliards de dollars annuellement<sup>1</sup>. Afin de maintenir la prospérité de cette partie importante de notre économie, il est essentiel de continuer d'avoir la main-d'œuvre qualifiée dont elle a besoin pour fonctionner.

Le Canada fait face à une pénurie imminente de compétences. Notre main-d'œuvre est jeune, et des défis se posent en matière de recrutement et de rétention de jeunes travailleurs. ConstruForce Canada estime que, au cours des 10 prochaines années, environ 250 000 gens de métiers qualifiés travaillant directement dans la construction et l'entretien prendront leur retraite<sup>2</sup>. Pendant ce temps, le secteur fait également face à une demande accrue d'une main-d'œuvre qualifiée pour le secteur du bâtiment. ConstruForce estime que l'industrie de la construction doit attirer et former environ 330 000 personnes au cours de la prochaine décennie<sup>3</sup>.

Pour notre part, à l'IUOE, nous faisons tout ce que nous pouvons pour éviter une pénurie de main-d'œuvre qualifiée. Actuellement, nos centres de formation fonctionnent pratiquement à plein régime. À part le fait d'enseigner aux étudiants les compétences de leur métier, nombre de nos programmes offrent également de l'aide avec la recherche d'emploi et enseignent des compétences connexes. Les taux d'emploi après l'obtention d'un diplôme sont bons : plus de 75 % (le pourcentage est même plus

---

<sup>1</sup> <http://www.buildforce.ca/en/media/facts> et <http://www.buildingtrades.ca/where-we-stand/industry-facts>.

<sup>2</sup> *Ibid.* et <http://www.buildforce.ca/sites/buildforce/files/pdf/2014-15-Annual-Report-BuildForce.pdf>.

<sup>3</sup> *Ibid.*



élevé dans certaines régions) de nos étudiants qui suivent un cours de conducteur d'équipement lourd et près de 100 % de ceux qui suivent un cours de grutier trouvent un emploi. Il existe une demande pour nos diplômés, et nous faisons tout ce que nous pouvons pour soutenir la croissance et la prospérité à long terme du secteur canadien de la construction.

Avec le soutien du gouvernement fédéral, les centres de formation de l'IUOE et d'autres comme les nôtres pourraient faire plus — nos diplômés pourraient aller plus loin —, et plus de Canadiens pourraient entamer une carrière dans les métiers. Nos centres de formation ont besoin de plus de soutien financier afin de renforcer leur capacité d'accueillir des étudiants. Les futurs étudiants auront besoin d'aide pour payer leurs frais de scolarité et leurs frais accessoires. Cela fera en sorte que plus de Canadiens de tous les horizons pourront démarrer une carrière enrichissante et sûre que les métiers spécialisés peuvent offrir.

## Réduire les obstacles à la formation

Nos centres de formation sont principalement financés par les frais de scolarité que les étudiants paient pour suivre nos cours. Les cours de perfectionnement peuvent durer deux ou trois jours, et ceux liés à l'équipement lourd et aux grues, de quelques semaines à six mois, selon la province. Les frais de scolarité varient de quelques centaines de dollars, une somme pouvant aller jusqu'à 15 000 \$ (Terre-Neuve-et-Labrador) et à 18 000 \$ (Colombie-Britannique). Au-delà du prix courant de la formation, les étudiants doivent acquitter des frais accessoires (livres, logement, nourriture, etc.).

Nombre d'étudiants sont admissibles aux programmes canadiens de prêts et bourses pour les apprentis (jusqu'à un maximum de 4 000 \$ et de 1 000 \$, respectivement), toutefois, il existe un grand écart entre les frais de scolarité et le montant du financement gouvernemental.

Certains étudiants sont également admissibles à du financement offert par l'intermédiaire de l'AE. Selon notre expérience, beaucoup d'étudiants éprouvent des difficultés importantes à accéder rapidement à du financement pour une formation provenant de l'AE. Les retards de versement de paiements de l'AE causés par les formalités administratives peuvent particulièrement être difficiles pour les étudiants qui soutiennent leur famille.

Sans un financement gouvernemental clair, fiable et suffisant, la perspective d'une dette étudiante importante suffit pour décourager certains étudiants éventuels de suivre une formation dans nos centres. Les coûts beaucoup plus élevés de nos diplômés nous compliquent la tâche au moment de concurrencer les universités et les collèges; face à cette différence de prix, certains étudiants potentiels abandonnent leur carrière de rêve dans l'industrie de la construction et entament une formation moins chère dans un collège ou une université.

Par conséquent, la première recommandation de l'IUOE est que le gouvernement fédéral :

**Améliore le financement de la formation et des stages en triplant les fonds actuels pour les programmes canadiens de prêts et bourses pour les apprentis et en réduisant les obstacles systémiques aux fonds de formation offerts par l'intermédiaire de l'AE.**

L'IUOE appuie depuis longtemps une main-d'œuvre forte, diversifiée et non discriminatoire dans les métiers. La diversité est notre force, et nous reconnaissons sincèrement les avantages qu'offre l'immigration pour la vie sociale, culturelle et économique diversifiée du Canada. Notre syndicat est



particulièrement fier du fait que des milliers de nos membres de partout au pays sont des immigrants ou viennent d'un contexte d'immigration.

Nos centres de formation sont déterminés à aider et à soutenir les immigrants et les réfugiés à obtenir les compétences et la formation nécessaires pour exceller et réussir dans l'industrie canadienne de la construction. Néanmoins, avec un financement insuffisant, il y a des limites à ce que nous pouvons faire pour parrainer et soutenir des immigrants et des réfugiés afin qu'ils obtiennent les compétences et la formation pour entrer sur le marché du travail.

Par conséquent, la deuxième recommandation de l'IUOE est que le gouvernement fédéral :

**Fournisse une aide financière fédérale aux immigrants et aux réfugiés qui désirent suivre une formation ou faire un stage dans un métier.**

## Infrastructure et immobilisations

Nos centres de formation visent continuellement à réduire leurs coûts et à optimiser leurs économies, cependant, certains de nos coûts de fonctionnement sont fixes et ne peuvent pas être réduits. Afin d'assurer une éducation moderne et à jour à nos étudiants, nous devons continuellement investir dans de nouvelles infrastructures en vue de maintenir une excellente formation à jour qui s'adapte au rythme d'une industrie de la construction en perpétuelle évolution.

Quelques-unes de nos écoles ont reçu du soutien financier des gouvernements provinciaux relativement à leurs coûts, mais le financement varie grandement d'une province à une autre. Même si nos centres sont reconnus par les provinces comme des écoles de formation, nous ne sommes pas traités de la même façon que les collèges et les universités qui ont un plus grand accès au financement.

Outre le financement destiné à l'espace, nos centres ont également besoin de soutien pour acheter de l'équipement et des technologies et les mettre à niveau. Par exemple, nos centres de formation de l'Ontario ont utilisé de l'argent de l'IUOE pour acheter en 2008 un bouteur D9 de 983 000 \$ et récemment deux machines à poser des tuyaux (pour former nos étudiants à travailler dans l'industrie de la construction de pipelines) à un coût combiné de 1 300 000 \$. Notre équipement coûte cher, mais il est absolument indispensable à l'apprentissage pratique.

Nos centres s'efforcent constamment d'innover et d'améliorer leurs méthodes de formation. Les centres de formation de l'IUOE sont à l'avant-garde pour ce qui est d'utiliser la simulation informatique et la technologie Blackboard aux fins de la formation. Nos centres de formation de l'Ontario ont élaboré et mis au point, à leurs propres frais, une formation faisant appel à la simulation informatique. Tout en réduisant l'usure de l'équipement, les simulateurs améliorent également le temps de formation et les normes. Mais les simulateurs coûtent également cher : environ 225 000 \$.

Avant l'annulation du Fonds d'infrastructure de centres de formation par le gouvernement fédéral en 2006, celui-ci était une source de financement appréciée par les centres de formation de métiers du bâtiment comme les nôtres. Cinq millions de dollars étaient réservés à ce fonds, et le gouvernement utilisait une formule de contrepartie pour le répartir. Nos écoles ont accédé à ce programme et en ont profité.

Nous sommes très heureux que le gouvernement fédéral ait pris en mai 2017 l'engagement de lancer le Programme pour la formation et l'innovation en milieu syndical. Ce programme grandement nécessaire



nous aidera à aider la prochaine génération d'apprentis et de gens de métier — particulièrement les femmes et les Autochtones — à acquérir les compétences dont ils ont besoin pour réussir dans l'économie changeante du Canada. Nous voulons nous assurer que nos centres de formation sont en mesure d'utiliser pleinement le financement gouvernemental à des fins de formation, et pour y arriver, nous devons avoir la souplesse d'acheter de l'équipement et des fournitures sans les formalités administratives et les restrictions réglementaires.

Par conséquent, la troisième recommandation de l'IUOE est que le gouvernement fédéral :

**Réduise les formalités administratives et les restrictions réglementaires et permette aux centres de formation d'assurer un contrôle financier accru relativement au financement gouvernemental qu'ils reçoivent.**

## Conclusion

Vu toutes les installations d'enseignement et de formation, l'IUOE se bat pour des ressources financières limitées tout en s'efforçant de répondre au besoin croissant en travailleurs hautement spécialisés pour le secteur de la construction. Contrairement aux collèges et aux universités, les installations de formation de l'IUOE se concentrent sur le perfectionnement de conducteurs d'équipement spécialisés : une classe de travailleurs dont la demande est élevée, et l'offre, limitée. La formation de ces travailleurs dont on a grand besoin coûte cher et exigera des efforts coordonnés de la part du gouvernement et de l'industrie. Le gouvernement du Canada a besoin de nous pour répondre à la demande et tenir ses promesses en matière d'investissement en infrastructure et bâtir des collectivités de la classe moyenne fortes.

Le gouvernement fédéral, pour réaliser ses investissements ambitieux en infrastructure, aura besoin de personnes sur le terrain, et nous pouvons jouer ce rôle. Le gouvernement du Canada a besoin de nous, et nous avons besoin qu'il investisse dans la formation pour les métiers du bâtiment.

Dans l'avenir, nous aimerions avoir la possibilité de participer aux consultations du Comité.